

cela, honorables messieurs, dans le but de critiquer le gouvernement, mais uniquement afin de lui indiquer quel est son devoir dans la crise actuelle.

Il faut croire que l'on n'a pas changé de tactique; car la prétendue réorganisation du Service public n'a donné que de piètres résultats peut-être, et tout au plus, une économie d'environ \$20,000,000 par année. Malheureusement, nous donnons ainsi un mauvais exemple aux provinces et aux municipalités qui s'empressent d'emboîter le pas derrière le gouvernement fédéral. Il n'y a peut-être pas une province ou une municipalité dans tout le Dominion qui ne marche de pair avec le gouvernement d'Ottawa, quant à l'augmentation des dépenses et des impôts; de sorte que nous avons maintenant trois sources d'impôts, c'est-à-dire que la taxe du gouvernement fédéral se trouve triplée.

Honorables messieurs, vous demanderez peut-être, comment peut-on éviter cela? Quelle que soit la réponse, je vous dirai que si le gouvernement fédéral ne fait aucun effort pour y remédier, nous aboutirons, suivant moi, à un désastre national. C'est à peu près le point où nous en sommes aujourd'hui et l'on hésite à en parler. Je ne ferai pas mention de la grande perte de population dont nous souffrons. J'approuve mon honorable ami de Lambton, (l'honorable M. Pardee) qui veut maintenir au Canada un esprit de patriotisme et un sentiment d'optimisme qui permettront de développer les ressources magnifiques et les richesses réelles que nous possédons; mais, honorables messieurs, ces sentiments seuls ne sauraient nous faire vivre. Le Canada a prouvé, mieux peut-être que toute autre nation, ce qu'étaient son patriotisme et son orgueil national. Au cours de la dernière guerre, aucun pays ayant une population de neuf millions, n'a accompli de plus beaux prodiges de valeur que le Canada. Inutile de répéter que sous l'impulsion de ce patriotisme, nous avons envoyé au front 500,000 hommes, dépensé deux billions de dollars et que 60,000 de nos soldats dorment de leur dernier sommeil dans les plaines de France. Le peuple canadien ne peut pas donner une meilleure preuve de son patriotisme. Mais, honorables messieurs, il est question aujourd'hui d'un autre ordre d'affaires. La meilleure manière de prouver actuellement notre patriotisme est d'envisager nos responsabilités financières avec l'idée bien arrêtée de rencontrer nos obligations; et je le répète, si nous n'attaquons pas ce problème sérieusement, nous conduirons le pays au désastre. Mes honorables collègues de l'Ouest connaissent les résultats de cette situation sur le développement de cette partie du pays. Le Nord-Ouest du Canada pos-

sède les plus grandes richesses réelles du monde entier. Sur les 200,000,000 d'acres de terre arables que nous possédons dans ces trois provinces, 18 pour cent seulement sont occupés; mais les statistiques nous indiquent qu'il y a aujourd'hui moins de fermes que nous en avions il y a cinq ans. Notre dernier recensement décennal démontre que de 1901 à 1921 le pays a fait venir environ 3,700,000 immigrants et cependant, en 1921, l'augmentation de notre population indique un déficit de 160,000 sur ce chiffre de 3,700,000. Il faut en conclure que non seulement la population canadienne n'a pas augmenté durant cette période, mais de plus, qu'un grand nombre de nos gens sont allés aux Etats-Unis. C'est-à-dire que malgré l'augmentation naturelle de notre population, nous avons perdu totalement le nombre que nous avions gagné par l'immigration. Honorables messieurs, je ne connais pas d'œuvre plus patriotique pour le peuple canadien que d'apporter une plus sérieuse attention à la suppression des abus dont nous souffrons actuellement.

Je répète que mon intention n'est pas d'en imputer le blâme au gouvernement. C'est une situation qui a existé au Canada depuis plusieurs années. Malheureusement, notre système d'administration gouvernementale est suranné.

Je ne parle pas de notre système parlementaire, mais je dis que l'administration des affaires du Canada n'est pas fin de siècle; elle est archaïque. Nous n'avons pas les moyens pratiques par lesquels les affaires publiques peuvent être administrées convenablement ou au moins aussi efficacement que le sont les transactions commerciales par les grandes corporations de ce pays ou d'ailleurs. Nos honorables collègues savent que les affaires du gouvernement sont en grande partie faites par les ministères. Les divers ministères n'ont pas à leur disposition les moyens voulus pour résoudre les problèmes importants relatifs aux grandes questions économiques et au progrès du pays non plus qu'à la bonne administration de ses affaires. Permettez-moi de vous donner un exemple. Je prendrai trois ou quatre sujets afin de vous montrer la futilité des moyens que nous employons dans la solution des questions importantes. Prenons, par exemple, la situation des agriculteurs de l'Ouest. Nous savons que depuis plusieurs années le mécontentement bouillonne dans le Nord-Ouest. Nous en avons eu un signe très évident à la veille des dernières élections, alors qu'un nouveau parti a surgi tout à coup, qui a, pour ainsi dire, anéanti les deux autres. Il n'y a rien de plus significatif que ce résultat. Cependant,

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.